



SCHEMA DES SERVICES A LA POPULATION EN HAUTES-PYRENEES

Convention territoriale de mise en œuvre du schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public

Entre,

L'Etat, représenté par Madame la Préfète

Le Département des Hautes-Pyrénées, représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental

La Communauté de Communes des Coteaux du Val d'Arros, représentée par son Président, ci-après dénommée « l'EPCI »

VU l'article 26 de la loi n° 95- 115 du 04 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire dans sa rédaction issue de l'article 98 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

VU le Décret n° 2016-402 du 4 avril 2016 pris pour l'application de l'article 26 de la loi no 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.

VU l'arrêté préfectoral n° 65-2018-04-04-001 du 4 avril 2018 fixant le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public des Hautes-Pyrénées.

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 7 février 2018 apportant un avis favorable au projet de Schéma des Services à la Population en Hautes-Pyrénées.

VU la convention de mise en œuvre du schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public signée par l'ensemble des partenaires des Hautes-Pyrénées le 6 juin 2018.

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 13 juin 2018 adoptant la présente convention territoriale

VU la délibération du Conseil départemental des Hautes-Pyrénées en date du 30 mars 2018 autorisant le Président à signer la présente convention territoriale.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services Au Public, tel que défini par la loi NOTRe d'août 2015, porte en Hautes-Pyrénées une dimension particulièrement stratégique par les souhaits conjoints du Conseil Départemental, de la Préfecture, des EPCI, et du Conseil Régional, d'en faire un réel levier de développement du territoire Haut Pyrénéen. C'est dans ce sens que les représentants de ces institutions publiques ont souhaité qu'il s'articule étroitement avec les projets de développement portés par les uns et les autres.

Le Conseil Départemental souhaite notamment une articulation forte avec son Projet Territoire, avec Solid'Action, avec les différents schémas déjà adoptés (numérique, sociaux, etc). Il en sera de même avec les projets de territoires des intercommunalités, avec les projets stratégiques de l'Etat en Hautes Pyrénées, et les schémas portés par le Conseil Régional.

Le Schéma constitue ainsi un véritable levier de développement pour les territoires qui composent le département, et c'est dans cet esprit qu'est rédigée la présente convention territoriale.

ARTICLE 1 : OBJET

Le Schéma des Services à la Population co-construit avec l'ensemble des EPCI des Hautes-Pyrénées a été délibéré par l'assemblée départementale le 30 mars 2018 et arrêté par Mme la Préfète le 4 avril 2018.

Le plan d'actions défini dans le schéma est structuré autour de 5 orientations :

- Assurer une présence des services satisfaisante dans tous les territoires.
- Améliorer l'accès aux services.
- Garantir des services pour tous.
- Porter une attention prioritaire sur deux thématiques : santé et éducation.
- Organiser une gouvernance adaptée pour le suivi du SDAASP.

Ces orientations se déclinent en 17 objectifs opérationnels qui sont accompagnés d'un plan d'actions comprenant 33 actions dont 13 seront mises en œuvre dès 2018.

Une convention-cadre générale signée le 6 juin 2018 par tous les partenaires précise les 6 engagements des partenaires :

1. Inscrire dans la stratégie de développement du territoire intercommunal l'enjeu d'amélioration de l'accessibilité des services au public et mobiliser les ressources permettant d'atteindre cet objectif.
2. Rendre compte annuellement de l'état d'avancement des actions concernant les services.
3. Participer et contribuer aux instances de gouvernance.
4. Communiquer et faire connaître les engagements inscrits dans le schéma.
5. Inciter les usagers à contribuer à la qualité des services.
6. Contribuer à un mode de veille permanent sur les services.

La présente convention a pour objet de formaliser l'engagement des co-signataires en vue de décliner le Schéma des Services à la Population sur le territoire intercommunal des Coteaux du Val d'Arros.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS SPECIFIQUES AU TERRITOIRE

Au-delà des engagements généraux rappelés ci-dessus, les trois signataires s'engagent à une déclinaison spécifique dans le territoire. Elle tient compte à la fois de ses spécificités, des projets de développement du territoire, et des actions qui ont été retenues à l'issue de la large phase de concertation et de co-construction des priorités du plan d'actions.

3.1. Des réalités spécifiques au territoire

Le bureau communautaire a souhaité s'engager dans une démarche participative pour construire un projet de territoire avec les acteurs locaux (notamment économiques) s'appuyant sur un diagnostic et définissant des priorités pour préparer l'avenir.

L'objectif est de mettre en œuvre des projets fédérateurs qui mobilisent les élus et répondent aux besoins des habitants.

Le diagnostic partagé fait apparaître des atouts :

- Un positionnement géographique stratégique, proche des bassins d'emplois de Tarbes, Lannemezan et Bagnères.
- Une très bonne desserte autoroutière (gare péage) et ferroviaire (gare TER).
- Un environnement naturel de grande qualité, de beaux paysages dans un cadre de ruralité aux pieds des montagnes.
- Le lac de l'Arrêt-Darré
- Une offre de services pour le maintien à domicile de personnes âgées (ADMR)
- Des écoles regroupées (RPI).
- Une population jeune et active avec un pouvoir d'achat supérieur aux moyennes.
- Une fiscalité locale peu élevée.
- Une milieu associatif dynamique.
- Des activités agricoles encore bien présentes et diversifiées.
- Des artisans présents dans les communes.

Mais aussi des faiblesses :

- Des acteurs locaux peu enclin au changement, peur de l'innovation
- Une cohésion entre élus encore fragile.
- Peu de fiscalité des entreprises et des ressources financières assez faibles pour la CC qui reposent essentiellement sur les ménages.
- Très peu d'activités économiques.
- Le tourisme peu développé, des capacités hôtelières très faibles et manque d'aménagements autour du lac.
- Pas de maison de retraite (EHPAD).
- Peu de commerces de proximité dans les communes.
- Manque de médecins (secteur Tournay).
- Pas de politique d'urbanisme commune et une urbanisation non maîtrisée.
- Offre pour l'accueil de la petite enfance insuffisante et pas d'harmonisation de l'offre scolaire.
- Manque d'équipements sportifs et culturels.

Les enjeux identifiés lors de la démarche participative et qui font actuellement l'objet de débat sont les suivants :

- Mettre en œuvre une action dynamique pour développer les activités économiques.
- Conforter l'agriculture locale et l'exploitation forestière.
- Structurer une politique touristique autour des loisirs de proximité.
- Préserver le cadre de vie et s'engager dans une politique environnementale exemplaire.
- Engager une réflexion partagée sur l'urbanisme et l'aménagement de l'espace communautaire.
- Garantir un bon niveau de services en proximité pour la population et les familles.
- Harmoniser l'offre scolaire pour assurer une éducation de qualité.
- Assurer un accès aux soins et aux services d'accompagnement des personnes âgées dépendantes.

- S'appuyer sur le réseau associatif pour renforcer les animations locales.
- Faciliter des dynamiques de réseau entre les acteurs du territoire pour créer un véritable esprit communautaire
- Mieux faire connaître le territoire et ses activités et mettre en place une communication sur les actions communautaires.
- Organiser les services de la communauté et optimiser les ressources du bloc communal (communes/EPCI).

Des orientations stratégiques et des actions prioritaires seront définies au cours de l'été 2018 afin que le projet de territoire duquel découlera la feuille de route de la Communauté de Communes sera validé en octobre 2018.

3.2. Des orientations adaptées à ces spécificités et aux projets du territoire

Le plan d'actions ci-dessous mentionne les actions pour lesquelles la Communauté de Communes est plus particulièrement concernée et en cohérence avec ses propres orientations.

Objectifs	Actions (en vert les actions prioritaires pour 2018)	Porteur/animateur pressenti de l'action	CC Coteaux Val d'Arros
Objectif 1 : Renforcer le maillage des lieux de premier accueil	1 Développer les guichets uniques de services sur la base du réseau des Maisons de Services Au Public (MSAP).	CC Haute-Bigorre + Etat	
	2 Offrir de nouveaux services sur le modèle des <i>syndicats de territoire</i> .	PETR Pays des Nestes	
Objectif 2 : Repenser l'offre commerciale indispensables à la vie quotidienne	3 Proposer un séminaire « commerce » animé par la CCI	CCI	
	4 Accompagner les communes « pôles de services intermédiaires » dans la définition et la mise en œuvre de leur projet de développement et de valorisation de leur bourg centre et soutenir leur candidature à l'appel à projets de la Région Occitanie.		
	5 Soutenir les commerces ambulants en circuits courts	Chambres consulaires	
Objectif 3 : Prendre en compte les besoins des saisonniers dans l'offre de services des territoires touristiques	6 Mieux faire connaître les services existants pour les saisonniers avec un support de communication pour faciliter leur orientation vers les services existants.		
	7 Proposer une extension du Guichet Initiative Pluriactivité Emploi (GIPE) de Saint-Lary pour fidéliser les saisonniers dans le cadre de parcours professionnels pluriactifs durables.	GIPE + CC Aure Louron	
Objectif 4 : Renforcer la présence des services dans les territoires les plus dépourvus	8 Concertation entre les communes pour mutualiser et éviter les doublons dans la création et la gestion de nouveaux équipements.		
Objectif 5 : Disposer d'une offre de transports capable de garantir la mobilité indispensable à l'accessibilité aux services	9 Soutenir le projet de création d'un Pôle Multimodal	Etudes en cours	
	10 Organiser un groupe de travail départemental avec les intercommunalités sur la mise au point de dispositifs de mobilité adaptés aux territoires à faible densité		
Objectif 6 : Garantir l'accès aux hauts débits	11 Développer les points d'accueil numérique dans les communes avec une assistance par une aide bénévole.	CD 65	
Objectif 7 : Accompagner aux usages du numérique et assurer la fiabilité des démarches dématérialisées	12 Développer les points d'accueil numérique pour assurer une bonne desserte de ces dispositifs de médiation numérique en veillant particulièrement à la formation des animateurs de ces espaces.		
	13 Développer les lieux lieux pour encourager le télétravail et le co-working.	PETR Pays des Nestes	
Objectif 8 : Articuler les actions du Schéma avec les 5 priorités du Schéma Départemental de Développement Social	14 Mettre sur pied un groupe de suivi du Schéma constitué d'un panel de jeunes et des représentants des structures d'action pour la jeunesse, afin d'assurer l'adaptation des actions du schéma aux publics jeunes.		
	15 Associer les usagers les plus en difficultés à l'évaluation et à l'amélioration des services qui les concernent.		
Objectif 9 : Garantir l'accès des services et leur usage aux réalités particulières des personnes les plus fragiles ou les moins expérimentés	16 Mettre en place un dispositif d'attention spécifique aux personnes âgées isolées dans le but de trouver des relais pour leur accès aux services.		
	17 Favoriser l'intergénérationnel par exemple en combinant accueil crèches et accueil personnes âgées valides.		
Objectif 10 Favoriser la collaboration entre les services sociaux de proximité et les inscrire ensemble dans une logique de	18 Assurer la transversalité de la gestion entre les différents services publics permettant de renforcer pour l'usager la possibilité de choisir son lieu de contact.		
	19 Etablir une prospective et identifier les secteurs géographiques nécessitant des actions spécifiques, en lien avec les nouveaux zonages à venir du niveau national.		
Objectif 11 : Engager de manière partenariale une stratégie départementale de santé pour préparer l'offre médicale de demain	20 Favoriser les projets des Maisons de Santé Pluriprofessionnelles et autres regroupements de professionnels de santé	ARS + Partenaire à définir	
	21 Veille sur la démographie médicale et télémédecine	ARS + Ambition Pyrénées	
Objectif 12 : Préserver l'accès aux écoles primaires dans un rayon raisonnable	22 Elaborer un schéma des équipements scolaires décliné en programme pluriannuel d'investissement engageant l'ensemble des Collectivités Locales et l'Education Nationale		
	23 Offrir des bouquets de services éducatifs à l'échelle des intercommunalités : scolaire, périscolaire, transports, restauration, modes de gardes, activités de loisirs.	CC Adour Madiran	
Objectif 13 : Favoriser des partenariats entre opérateurs de services, publics et/ou privés, pour construire une offre combinée permettant des services moins coûteux et plus globaux.	24 Développer autour de points de contacts collégiaux, publics ou privés, une stratégie de développement de l'offre d'accueil et de service.		
	25 Développer les groupements d'employeurs pour assurer les fonctions d'accueil, de secrétariat, financières ou commerciales.		
Objectif 14 : Coopérer avec les Départements voisins pour garantir aux habitants limitrophes une offre de services publics et privés équivalente à celle des autres territoires	26 A partir des points de convergence repérés, organiser des rencontres locales avec les opérateurs intéressés et les représentants d'usagers afin de construire les complémentarités potentielles.		
	27 Etablir des liens réguliers avec les départements voisins pour le suivi et la mise en œuvre des schémas respectifs.		
Objectif 15 : Organiser, au travers d'une Conférence départementale et de Conférences territoriales des services, une gouvernance simplifiée et plus globale des services	28 Ré-investir les commissions départementales de services publics et les regrouper chaque fois que possible.		
	29 Instituer à l'échelle de chaque PETR une journée des services au public.	CC Haute-Bigorre	
Objectif 16 : Développer à l'intention de tous les habitants, une information de qualité et utile sur les services	30 Publier sur le site du CD une cartographie interactive des services, offrant aux habitants une information actualisée	CD 65	
	31 Valoriser dans les médias locaux et régionaux, des initiatives originales de maintien et développement des services dans le département.		
Objectif 17 : Mettre sur pied un mode original et permanent de veille sur les services	32 Mettre au point une grille de concertation commune aux opérateurs, fournissant tous les indicateurs disponibles sur les services.		
	33 Valoriser et démultiplier des initiatives locales repérées comme inspirantes pour d'autres territoires et favoriser leur essaimage		

3.3. Une première série d'actions pour la période 2018 - 2020

En fonction des orientations qui seront retenues par le Conseil Communautaire, un certain nombre d'actions inscrites dans le projet de territoire concernent l'offre de services à la population des Coteaux du Val d'Arros.

Sous réserve de validation par les élus, on peut déjà mentionner les actions ou projets suivants :

- Etudier la possibilité de créer une MSAP dans le territoire.
- Favoriser l'accueil des porteurs de projets dans les zones d'activités.
- Réfléchir sur des lieux de télétravail et co-working.
- Harmoniser l'offre et l'organisation scolaire avec l'appui de l'Education Nationale.
- Renforcer l'offre d'accueil pour la petite enfance.
- Travailler sur un projet de nouvelle Maison de Santé Pluridisciplinaire en lien avec celle de Pouyastruc.
- Implanter un EHPAD sur le secteur de Tournay pour accompagner le vieillissement de la population.
- Bénéficier de la fibre optique HD d'ici 2 ans.
- Développer la coopération entre les associations locales.
- Créer un comité de suivi local des services à la population.

ARTICLE 3 : REPRESENTANTS DE L'EPCI DANS LA GOUVERNANCE DU SCHEMA DES SERVICES A LA POPULATION

Afin de répondre à son engagement de participation aux instances de gouvernance du Schéma, l'EPCI désigne :

- Christian ALEGRET, président, pour le représenter au sein de la Conférence du Schéma
- Jean-Louis PARROT, DGS, pour le représenter au sein du Comité technique.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

Cette convention est liée à l'exécution du schéma, mais elle a pour objectif d'engager une mise en opérationnalité des actions qui doivent être mises en œuvre dès l'année 2018.

Elle a ainsi pour validité une durée de deux ans à compter du 4 avril 2018 date de l'arrêté préfectoral qui a fixé celui-ci. Elle prend effet à date de signature des parties.

ARTICLE 5 : AVENANT

La présente convention pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenant.

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux, un exemplaire conservé par l'EPCI, l'autre par le Département des Hautes-Pyrénées et l'autre remis entre les mains de la Préfète.

Tarbes, le 6 juin 2018

La Préfète des Hautes-Pyrénées


Béatrice LAGARDE

Le Président du Conseil Départemental


Michel PELIEU

Le Président de la Communauté de Communes des Coteaux du Val d'Arros

Christian ALEGRET

